

# Still not loving COPs

**Nous en sommes de nouveau là: un «sommet sur le climat» a été annoncé, cette fois à Paris début décembre 2015. Les ONG et les mouvements sociaux organisent des activités à Paris et dans d'autres villes, pendant que les négociat/eur/rice/s négocient ardemment afin de s'accorder finalement à Paris sur un traité qui devra succéder au protocole de Kyoto --- qui a expiré, et ses engagements de réduction des émissions avec. Oh mais, attendez une minute: tout ça s'est déjà passé, non ?**

Oui, ça s'est déjà passé. A Copenhague en 2009, par exemple. Là aussi, nous avons écrit un texte similaire, au nom du groupe de travail sur les relations sociales à la nature du BUKO (Gesnat). Certains aspects semblent toutefois toujours tomber dans l'oubli. C'est pourquoi nous voulons montrer dans cet article, une fois de plus, pourquoi le changement climatique est un problème qui est écologique avant tout, mais aussi étroitement lié aux structures sociales, de telle sorte qu'il est utile pour les mouvements sociaux de souligner encore et toujours ce lien, au lieu de peindre le tableau d'un scénario catastrophe. Ce lien est également la raison pour laquelle nous n'attendons rien de bon du sommet sur le climat de Paris, d'un point de vue socio-écologique et international, et pour laquelle nous voyons les politiques climatiques comme un instrument de maintien des inégalités existantes plutôt que l'opportunité d'un nouveau départ. Ce texte a pour but d'intervenir dans le débat actuel, et de donner l'impulsion nécessaire pour prendre conscience de ce à quoi nous devons faire attention: ne pas reproduire des discours et des arguments qui s'opposent à toute transformation émancipatrice et socio-écologique.

Nous employons l'expression de «relations sociales à la nature»<sup>1</sup> afin de préciser que la «nature» ne peut pas être séparée des rapports sociaux et politico-économiques. Notre vision de la «nature» est tout autant socialement conditionnée que l'usage de la «nature» est dépendant des rapports économiques. Le concept de «nature» est donc toujours socialement conditionné. Aucun changement dans l'appropriation de la «nature» ne peut réussir sans modification du droit de propriété et d'accès, et des conditions de production, de consommation, de classes et de genres.

<sup>1</sup> Malgré le rejet d'une dichotomie entre «nature» et société, et l'idée d'une unité naturelle existante hors des conditions sociales et indépendamment d'elles, les structures matérielles non créées par l'homme doivent être nommées d'une manière ou d'une autre. Nous avons décidé d'écrire «nature» entre guillemets afin de faire remarquer la naturalité seulement apparente de la «nature» et de penser sa production sociale.

## Ce n'est pas le climat qui est en crise, c'est la société !

Les problèmes n'existent pas isolément de leur contexte social et discursif. Ce n'est pas seulement de les traiter et de chercher des solutions qui fait partie du débat social: il s'agit bien plus de nommer ces problèmes, leur description précise et leur représentation, ainsi que les expressions et catégories utilisées, résultant d'un processus de négociation sociale qui est incorporé dans des discours empreints de relations de pouvoir. Quelle interprétation et quelles connaissances finissent par l'emporter n'est donc ni automatique, ni anodin, mais crucial pour la structuration d'une question et des logiques et solutions qui s'ensuivent.

On qualifie la crise climatique de crise de l'environnement et non de crise des relations sociales à la nature, de sorte qu'elle puisse être décrite comme le problème d'une nature externe déséquilibrée, qui existerait en dehors de toutes conditions sociales. On qualifie le changement climatique de «plus grande menace pour l'humanité» dans un futur imminent: il semble qu'il n'y ait pas le temps de nommer ni d'analyser ces problèmes fondamentaux. Et dans ce récit se cache le danger que d'autres symptômes des inégalités sociales et des appropriations industrielles de la nature, particulièrement visibles dans les pays du Sud, ne soit attribués au changement climatique<sup>2</sup>.

En décrivant le changement climatique comme un problème essentiellement scientifique, mesurable par une concentration en CO2 trop élevée, fait sembler que seules des émissions trop fortes sont problématiques, alors que le problème fondamental du mode de production capitaliste poussant à la maximisation des profits et à l'exploitation des hommes et de la «nature» reste caché. Cela véhicule l'image d'un ensemble de relations de cause-à-effet descriptibles scientifiquement, qui doivent «simplement» être ramenées à l'équilibre. Ainsi combat-on les symptômes plutôt que les causes, car cette perspective ignore l'intrication étroite des causes et phénomènes sociaux et «matériels». Donc, sont légitimées les solutions à court terme de réduction des émissions humaines de gaz à effet de serre, et pendant ce temps sont cachés les changements urgents et nécessaires pour surmonter les inégalités mondiales. Ainsi, la référence au changement climatique permet de ne pas remettre en question les pratiques sociales et relations de pouvoir.

<sup>2</sup> Au Brésil, la réponse la plus simple à la crise actuelle de l'eau est la référence au changement climatique et donc à une responsabilité mondiale. Cela a tendance à faire disparaître les causes sociales concrètes de la crise (déforestation, gestion de l'eau désastreuse, infrastructures délabrées, consommation d'eau de l'industrie agroalimentaire, etc.).

Si l'on qualifiait la crise de crise des relations sociales à la nature telles qu'elles existent, on pourrait identifier comme cause fondamentale de la destruction de la nature les formes dominantes d'appropriation et la logique de profit à l'intérieur du système capitaliste. Alors, la surpêche, la déforestation et la pollution des eaux, des sols et de l'air ne pourrait plus être comprise comme accidents malheureux d'un mode de production autrement créateur de prospérité, mais comme une composante fondamentale de notre mode de vie, dont bénéficient en premier lieu le Nord et les classes moyennes et supérieures des pays du Sud. Cela signifie que ce ne sont pas seulement les émissions de gaz à effet de serre et leurs effets dans un cadre national qui doivent être prises en compte, mais bien plus la question des conditions sociales qui produisent une forme particulière d'appropriation de la «nature» (grande propriété, monoculture, etc.), détruisent la nature et nourrissent le changement climatique.

Une analyse des conditions fondamentales du changement climatique fait apparaître clairement que l'idéologie de la croissance et l'idée du développement d'une variante «verte» du capitalisme ne pourra rien changer aux problèmes de fond. La contrainte de maximalisation du profit mène nécessairement, même dans un capitalisme vert, à une amplification des appropriations destructrices de la nature. Même avec des moyens de production plus efficaces, les contradictions fondamentales du mode de production capitaliste ne sont pas résolubles: un capitalisme plus vert dans les pays du Nord ne peut fonctionner qu'en reléguant les formes les plus polluantes d'appropriation de la nature dans le Sud. Cela se voit par exemple dans la délocalisation des industries polluantes vers la Chine, grâce à laquelle l'Allemagne et les autres pays occidentaux industrialisés peuvent réduire leur propres émissions.

Le changement climatique doit être compris comme faisant partie des problèmes liés à notre modèle de société. C'est grâce à une telle requalification que la crise climatique pourra être repolitisée et pensée dans un même cadre que les relations de propriété, de pouvoir et de genre. Ainsi pourra apparaître la possibilité d'une transformation fondamentale allant au-delà d'une simple lutte contre des symptômes. Les politiques climatiques dominantes sont assurément très loin d'une telle identification du capitalisme comme cause du changement climatique.

## Qui croit encore au Père Noël ?

Les négociations internationales sur le climat se fondent sur le maintien plus ou moins conscient d'une illusion. A chaque nouvelle conférence de presse ou série de débats, et à chaque nouveau sommet sur le climat, de nouveaux espaces discursifs sont créés pour nous convaincre que le problème du changement climatique est pris au sérieux, et que toute l'expertise disponible est intégrée à la recherche de contre-stratégies. Pourtant, au travers de ces négociations sont surtout légitimées les analyses qui font de la crise climatique un problème qui, tel que les crises

financières et immobilières, ne peut être «correctement» géré que par de soi-disant expert/e/s. Ainsi est propagée l'impression que le but de combattre efficacement le changement climatique peut être atteint en usant des bons moyens de contrôle politique dans le modèle économique existant.

Mais même ceux qui croient que les négociations internationales sur le climat sont en principe susceptible de trouver un chemin hors de la crise climatique ne peuvent attendre grand-chose des négociations telles qu'elles se déroulent: on n'y trouve qu'une politique du moins-disant. Engagements et mesures volontaires sont entre temps devenus le credo des négociations nationales et internationales. Ce qui est parfaitement naturel dans les accords commerciaux --- obligations négociées conjointement, contrôlables et exécutoires --- semble impossible quand il s'agit du climat. Il appartient aux parties de définir leurs objectifs climatiques et de les ajouter aux obligations qu'elles se donnent (dans le langage des négociations: «Intended Nationally Determined Contributions», INDC<sup>3</sup>). La réticence des Etats à prendre des mesures véritablement ambitieuses était déjà visible dans le protocole de Kyoto. L'année 1990 y avait été choisie comme référence dans le calcul des réductions d'émissions car elle rendait facile le respect des engagements de l'UE et des pays d'Europe de l'Est, après l'effondrement économique du bloc de l'Est.

Les lieux où sont prises les décisions de politique climatique sont fortement conditionnés par le clivage Nord-Sud<sup>4</sup>. Ainsi, les régions les plus touchées par les effets déjà reconnaissables du changement climatique, et qui y ont historiquement moins contribué, sont aussi celles qui ont le moins d'influence sur ce processus politique.

Dans le récit hégémonique des négociations de l'ONU, les industries et les entreprises, qui contribuent massivement au changement climatique, sont perçues comme faisant partie de la solution et non pas du problème. De plus, de nombreuses entreprises ont compris que le changement climatique et le discours associé pouvait être lucratif, et exploitent dans ce domaine de nouveaux moyens d'accumulation du capital.

Sur ce point, les négociations sur le climat sont pour l'essentiel plus inclusives et participatives qu'une grande partie des négociations internationales (TTIP, OMC, G7). Toutefois, la participation d'ONG aux sommets sur le climat est contradictoire. D'un côté, elles peuvent être en mesure d'empêcher le pire par leur participation, mais d'un autre côté elles contribuent au consensus hégémonique et renforcent par leur travail de relations publiques le «hype des sommets». Si des non-décisions

*3 Les INDC ont été introduites après que les Etats participant aux négociations ne sont pas parvenus à s'accorder sur les futures réductions d'émissions, à la fin de la période pour laquelle des réductions précises, en pourcentages, avaient été fixées par le protocole de Kyoto.*

*4 Par exemple, les pays plus grands et plus riches sont régulièrement représentés par de beaucoup plus importantes délégations que les pays plus petits --- voir notamment Heike Schröder, Maxwell T. Boykoff et Laura Spiers, Equity and State representations in climate negotiations, Nature Climate Change, 2012.*

décevantes et des déclarations non-contraignantes sont à la fin vendues comme des succès, alors une large participation de la société civile légitime les négociations. Les alternatives ne sont alors plus traitées comme des critiques mais comme des possibilités additionnelles.

Même les déclarations d'intentions dépourvues de toute signification, comme publié récemment au sommet du G7 à Elmau, n'ont pas été démasquées par de nombreuses ONG comme un enfumage, mais célébrées comme des pas importants dans la bonne direction. Ainsi, la participation active et le soutien tend principalement à stabiliser à légitimer l'approche dominante à la description et au traitement du problème, au lieu de révéler leurs échecs et leur fonction de légitimation de la domination.

## Le marché va bien réguler tout ça!

L'introduction de mécanismes de marché comme instruments centraux de la politique climatique dominante a couplé le droit à la pollution aux ressources financières<sup>5</sup>, au lieu d'établir une limite fixe. Au travers du «Clean Development Mechanism» (CDM), les entreprises des pays industrialisés peuvent financer des projets de réduction des émissions dans les pays du Sud et faire compter cela dans leurs propres réductions d'émissions. Au lieu d'éviter les émissions de CO2 dans les pays responsables, on évite les émissions dans les pays où cela coûte le moins cher. Les mesures désagréables sont ainsi délocalisées du Nord vers le Sud, établissant ou maintenant des structures néocoloniales. En conséquence, la logique de marché capitaliste vient se greffer sur l'usage de la «nature», ouvrant la perspective que la «nature» n'est digne d'être protégée qu'en valeur de sa valeur monétaire quantifiable. Jusqu'à présent, le commerce des émissions n'a fait que créer de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités d'investissement. Le commerce des émissions, le boom du solaire et l'augmentation de l'efficacité énergétique peuvent certes être observés dans la courbe mondiale des émissions de CO2, mais n'ont pas conduit à un renversement tendanciel de la hausse des émissions, contrairement aux crises économiques. Les plus grandes modifications de la courbe des émissions de CO2 ont historiquement été plutôt la conséquence des crises économiques, comme en 1990 ou récemment à la suite de la crise financière de 2008/2009.

En outre, la description dominante du problème réduit la crise climatique à la hausse de la concentration de CO2 dans l'atmosphère. Ceci rend toute technologie promettant une réduction de la teneur en CO2 de l'atmosphère bienvenue --- peut importe qu'elle soit mal conçue ou même casse-cou (par exemple, «Solar Radiation Management» ou «Carbon Capture and Storage»). La croyance en l'innovation (future) fait toutefois barrage

5 Il devient possible d'émettre des gaz à effet de serre au-delà des limites prévues par l'Etat en présentant un certificat acquis par d'autres participants au marché des émissions qui ont eux émis moins qu'ils ne le pouvaient.

aux solutions et aux changements sociaux nécessaires et même urgents, et les effets négatifs de ces nouvelles technologies sont rarement mis à l'ordre du jour<sup>6</sup>: les répercussions des solutions techniques sont en partie tout bonnement imprévisibles. Les transformations structurelles et le débat social sur les différents modes de vie et de production sont marginalisées au travers de cette gestion technique et dépolitisée, dont le but est la modernisation écologique.

## Qui ne veut pas parler du capitalisme devrait se taire au sujet du climat ...

Les grandes ONG proposent des solutions très différentes, mais ont en commun une forme simpliste de critique du capitalisme, qui est souvent liée à la volonté de sensibiliser les gens au récit, plus simple et accessible en comparaison, du changement climatique. Cela inclut aussi la critique de gouvernements ou d'entreprises spécifiques, ou la distinction entre bonnes et mauvaises compagnies.

Mais cela présente le risque d'oublier les conditions structurelles dans lesquelles ces entreprises agissent au sein du système capitaliste, ainsi que leur interchangeabilité. Il y a un risque de simplification, par exemple, dans l'effort actuel d'une partie du mouvement pour le climat qui se concentre sur ceux que l'on appelle «Corporate Climate Criminals». Bien sûr, il est correct d'affirmer par exemple que les compagnies pétrolières génèrent des profits immenses par des activités qui détruisent l'équilibre climatique<sup>7</sup>, et influencent les négociations sur le climat par leur politique de lobbying. Il est alors critique, lorsque cette impression est donnée, que le changement climatique soit au premier chef la «faute» de ces entreprises, car au final elles font le sale boulot, sur le marché mondial, qui profite principalement aux pays du Nord. Notre modèle actuel de production et de consommation est fondé sur les énergies fossiles, l'expansion et l'exploitation: cela ne concerne pas seulement les grandes compagnies pétrolières et charbonnières. Une personnification des directions d'entreprises, «criminels climatiques», sans analyse sociale plus profonde est une critique simpliste des politiques climatiques.

6 Comme illustrée par l'idée de «Solar Radiation Management»: il s'agit d'une forme de géo-ingénierie dans laquelle des particules artificielles sont introduites dans l'atmosphère afin de refléter les rayons du soleil et donc de réduire l'apport en chaleur correspondant. Les modèles informatiques prévoient d'énormes baisses de précipitations en Afrique subsaharienne et dans certaines parties de l'Asie, entraînant des baisses de productivité massives, tandis que les répercussions seraient faibles dans l'hémisphère nord --- voir Naomi Klein, 2014, *This Changes Everything*, p. 270.

7 Une large partie des réserves fossiles mondiales est possédée par seulement 90 entreprises, qui sont à leur tour responsables de 65% des émissions mondiales de CO2 --- voir <http://carbonmajors.org>.

Dans le même temps, les Etats et les ONG propagent une association entre les pratiques de consommation écologiques et les technologies vertes (comme par exemple les ampoules à économie d'énergie ou les sources renouvelables d'électricité). Ce n'est pas complètement mauvais, car nos pratiques quotidiennes s'obstinent à suivre des habitudes

bien établies. Par conséquent, il est important de réfléchir à notre implication dans les structures sociales, et cela concerne la différenciation des sexes et les relations de domination raciste tout autant que la question socio-écologique. Il est donc bon de questionner nos décisions de consommation, et acheter des produits biologiques n'est pas mauvais en soi.

Mais cela ne veut pas dire que la situation socio-écologique actuelle puisse être réduite aux habitudes de consommation et puisse donc être modifiée par des comportements purement individuels. Car il existe des mécanismes structurels, politiques, économiques et sociaux qui encouragent certains comportements individuels et en découragent ou interdisent systématiquement d'autres. Par exemple, une personne habitant un quartier sans transports publics et qui doit se rendre chez le médecin ou aller faire les courses pour sa famille n'a pas beaucoup d'autres choix que d'utiliser une voiture. Cette relation entre décisions individuelles d'un côté et conditions structurelles de l'autre peut être décrite par le concept de mode de vie impérial.

L'idée d'un changement social fondamental mais qui ne blesserait personne reste un rêve des «LOHAS»<sup>8</sup>. Une telle transformation, non-radical, vers de nouvelles relations sociales à la nature, n'est possible qu'avec des voitures hybrides et des supermarchés biologiques, qui ne rompent pas avec les habitudes fondamentalement capitalistes. Au travers de campagnes visant à des changements d'attitude individuelle, c'est la solution à la crise des relations sociales à la nature qui est individualisée, ce qui repousse toute transformation radicale vers d'autres modes de production et de mobilité dans le domaine de l'utopie.

## ... et les récits de catastrophes n'aident pas non plus.

A l'intérieur même du mouvement écologiste critique, les avis divergent sur la question de la meilleure forme à donner au récit du changement climatique. Les différences ne portent pas là sur l'analyse du changement climatique comme expression de relations sociales à la nature fondamentalement destructrices, mais bien plutôt la question de l'orientation stratégique de l'intervention discursive. Pour susciter l'intérêt du public et afin de gagner accès aux médias (mainstream) et aux financements, ce sont des images extrêmes et des scénarios anxiogènes qui sont utilisés pour représenter la catastrophe à venir. Puisque le temps presse, nous aurions besoin de scénarios menaçants pour pousser à la gestion du problème. Selon cette logique, par exemple,

<sup>8</sup> Cet acronyme («Lifestyles Of Health And Sustainability») désigne des personnes dont le style de vie est imprégné d'une conscience de bien-être et de principes de durabilité.

la prochaine inondation devrait être utilisée pour mettre en scène le danger du changement climatique --- même si les causes en sont représentées de manière plus différenciée. L'évocation d'une catastrophe imminente est censée souligner l'urgence du traitement de la crise climatique. Mais il est douteux qu'une telle «politique de la peur» soit utile à l'approche émancipatrice au changement climatique. Dans d'autres domaines sociaux et d'autres discours, on observe que le recours à la peur mène plutôt à l'élargissement des pouvoirs de l'Etat, à des politiques répressives et à la légitimation générale de tout projet proposé au nom de la sécurité.

Il faudrait ainsi générer le sentiment que seule une action immédiate peut encore nous permettre d'éviter la catastrophe: dans ce cas, toute solution (ou presque) est bonne. C'est pourquoi des solutions comparativement rapidement réalisables et dominatrices («top-down», procédés techniques, mécanismes de marché, processus contrôlés par des entreprises) sont proposées en lieu et place de solutions émancipatrices (participation, processus de démocratisation et de négociation, auto-détermination, décentralisation, etc.). Il ne semble plus y avoir de temps pour une critique radicale du capitalisme, une analyse des causes profondes des relations sociales catastrophiques à la nature, ou pour un processus de transformation socio-écologique.

Il en va de même en ce qui concerne l'accent mis sur l'aspect futur de la catastrophe. Compte-tenu de la menace posée par la catastrophe à venir, les relations conflictuelles et exploitrices à la nature semblent moins problématiques et apparaissent donc relativement acceptables. Ceci reflète le caractère fondamentalement eurocentriste du débat sur le climat: à cause de ce focus sur la catastrophe à venir, les catastrophes qui se déroulent déjà aujourd'hui dans les pays du Sud (destruction des habitats et des moyens de subsistance, famines, inondations, sécheresses, etc.) restent cachées, ou au minimum relativisées.

Réfléchir à la direction que doit prendre le récit climatique et à l'utilisation de scénarios catastrophe ne signifie pas vouloir minimiser les répercussions catastrophiques des relations sociales actuelles à la nature. Celles-ci ont sans aucun doute des effets catastrophiques. Il en va bien plus d'un examen sérieux des modes de fonctionnement du discours hégémonique sur le climat, et de notre propre rôle dans ce discours. Un discours catastrophiste peut-il rendre évidente la nécessité de profonds changements sociaux? Ou bien un tel discours exclurait-il du discours les approches émancipatrices?

## Quoi d'autre ? La transformation !

Nous avons expliqué plus haut pourquoi il est problématique de notre point de vue de voir le changement climatique uniquement comme le problème de la hausse des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons aussi souligné que les réductions d'émissions importantes à l'échelle mondiale ont surtout été le fait d'événements tels que les crises ou l'effondrement du bloc

de l'Est. Devons-nous donc souhaiter de nouvelles crises économiques ou des éruptions volcaniques<sup>9</sup>, si nous prenons au sérieux le but de réduire les émissions de CO2? Puisque les crises économiques et les éruptions volcaniques ont souvent des conséquences négatives massives pour beaucoup de gens, ce but ne peut être celui d'un mouvement émancipateur. En outre, nos capacités à déclencher des éruptions volcaniques sont heureusement fortement limitées. Nous avons besoin d'autre chose qu'une éruption, et de plus que des légumes biologiques: une transformation sociale plus fondamentale.

Une telle transformation implique des coupes massives dans notre modèle de consommation et notre style de vie, et il n'y aura donc pas que des gagnants. Néanmoins, une telle transformation n'empêche personne de goûter à la bonne vie («buen vivir»). Nous insistons sur le fait que cette transformation doit être socio-écologique, car l'histoire et les expériences ailleurs dans le monde montrent que des acteurs socialement progressistes (comme par exemple certains gouvernements actuellement au pouvoir en Amérique latine) utilisent des stratégies d'appropriation de la «nature». De même, dans les sociétés du «socialisme réel», il y a eu, et dans certains cas il y a toujours, des centrales nucléaires, des barrages géants et du «smog». Même dans un système socio-écologique organisé, il serait toujours nécessaire pour nous, en tant qu'humain, d'utiliser la «nature» et de se l'approprier. La question serait alors de savoir à quel point des relations sociales de domination seraient construites. Derrière une grande exploitation agricole se cache une autre notion de «nature» et une autre configuration de relations sociales que derrière une famille de petits paysans pratiquant une agriculture biologique. Et il y a le même type de différence entre une centrale nucléaire et un site éolien administré par une commune.

Au vu de la montée des inégalités, illustrées par les presque 800 millions de personnes qui n'ont pas assez à manger et étant donnée la généralisation de la pauvreté due aux crises économiques, un changement de système est depuis longtemps attendu. Une large transformation socio-écologique n'offre pas seulement des réponses à la crise climatique, mais aussi aux inégalités sociales. Comment donc réussir la transition énergétique, et comment désindustrialiser ou convertir les pays du Nord sans que cela ne se fasse au détriment des travailleu/r/se/s ? Comment pourvoir aux besoins de mobilité de tous, sans utilisation massive de moyens de transport polluant comme l'avion ou l'expansion du transport individuel? Comment produire suffisamment de bonne nourriture pour nourrir tout le monde tout en évitant la destruction des espaces habitables et naturels causée par l'agriculture?

Nous n'avons pas de réponses toutes faites à toutes ces questions. Nous pensons que nous n'avons pas et ne devrions pas avoir besoin de telles réponses toutes faites: les conceptions de la société ne devraient pas être dictées par quelques-uns, mais

développées conjointement. Les soutiens de la folie capitaliste habituelle de nos jours ne l'ont pas non plus planifié en détail à un moment dans le passé, c'est au contraire le résultat d'un développement historique et d'une controverse au sein de la société. Cependant, une transformation socio-écologique nécessite un processus social de compréhension, et nous souhaitons commencer dès que possible. Ouvrir la voie à l'action politique pourrait dans notre perspective reposer sur les éléments suivants:

» Une transformation socio-écologique d'envergure mondiale doit prendre en compte à la fois les inégalités entre Nord et Sud mais aussi les relations inégalitaires à l'intérieur de ces zones: ici aussi tout le monde ne fréquente pas les paquebots de luxe. Tous ceux qui peuvent ou veulent se permettre telle ou telle nourriture, mobilité, ou autre habitude de consommation décident ce faisant des lignes de classe.

» Toutes les tentatives de traiter la «nature» comme une marchandise, de créer des marchés comme ceux des émissions et des droits de propriété de ressources (par exemple, les brevets sur les ressources génétiques), ou de décrire de la «nature» en termes inspirés des marchés (voire comme un «service»), doivent être repoussées et non renforcées. Les formes d'utilisation de la nature prenant des formes d'organisation indépendantes de l'économie de marché (comme l'agriculture solidaire, ou de subsistance) doivent elles être soutenues et renforcées, de même que les formes d'accès socio-écologique à la «nature» organisées plus démocratiquement (structures décentralisées de production d'énergie, etc.).

» La démocratisation des relations sociales à la nature passe par le pouvoir de ceux qui sont le plus immédiatement touchés de décider si certaines formes d'appropriation de la nature (par exemple l'exploitation minière, les barrages ou la monoculture) peuvent avoir lieu ou non.

» Les approches dont les solutions aux problèmes écologiques et sociaux sont principalement technologiques sont à questionner de manière critique. Les améliorations de l'efficacité technologique ne sont pas mauvaises, mais elles ne changeront pas à elles seules les structures fondamentales de la société --- alors même que les changements structurels sont les seules qui comptent. Au contraire, les discours primaires sur les solutions technologiquement orientées sont aujourd'hui un obstacle au changement.

» Les sources d'énergies fossiles doivent rester enterrées.

» Une réflexion sérieuse sur la conversion ou l'arrêt de certaines industries, comme par exemple l'automobile et l'armement, conjointe avec les travailleu/r/se/s et syndicats concernés, est essentielle.

<sup>9</sup> Les éruptions de grands volcans, tels que le volcan Laki en Islande, ont au cours de l'histoire réduit la température du globe pendant plusieurs années.

La transformation sociale ne sera pas possible sans changer notre conception du travail et notre manière de travailler --- il faudra s'éloigner du travail salarié à temps plein et allouer plus de temps à d'autres moyens d'existence: travail de reproduction et travail en commun, réparation, «do-it-yourself», subsistance, etc. Nous devons établir une nouvelle conception de «bonne vie» dans laquelle la qualité de vie n'est pas définie en termes comme «avoir beaucoup», «carrière» ou par des voyages lointains pour le week-end, mais par les relations sociales, un travail pourvu de sens et la participation sociale à la satisfaction en commun des besoins matériels. Cela n'élargirait pas seulement notre marge de manoeuvre temporelle et sociale afin de promouvoir le changement social, mais désarmerait aussi les forces motrices du capitalisme comme le besoin de consommation et de croissance, en modifiant les valeurs sociales.

» Il existe déjà dans le monde de nombreux combats qui nous manquent dans le Nord: la résistance aux projets miniers, le combat des petits paysans pour le droit à la terre et la souveraineté alimentaire, contre les traités commerciaux, les barrages et les méga-projets. Il est donc aussi important de renforcer ces luttes et de créer des espaces dans lesquels ces mouvements peuvent partager leur expérience, et apprendre les uns des autres.

## Rompre avec les conditions existantes.

Afin de déclencher la transformation socio-économique nécessaire, différentes stratégies sont discutées dans les mouvements sociaux: pour certains, une confrontation claire est importante. D'autres proposent de mettre sur pied de larges alliances, de prendre part à la société majoritaire et d'y introduire des aspects de ses propres positions politiques, afin de faire bouger les relations de pouvoir. Dans la situation présente, nous avons probablement besoin de ces deux stratégies. Si nous prenons au sérieux l'analyse des conditions existantes (naturelles) et le défi d'aborder un changement radical et de ne plus se laisser faire, alors nous avons besoin d'une critique bien-fondée des conditions existantes et l'utopie positive d'un changement social mais aussi de larges alliances dans les étapes concrètes d'une mise en oeuvre. La tâche est donc, entre autres, d'ouvrir un dialogue entre les différents mouvements et luttes, de clarifier les différences et les contradictions, de soutenir l'unité, de formuler des buts communs et de coordonner les actions. En plus des mouvements pour la justice climatique et des mouvements de travailleur/se/s (incluant les syndicats établis), devraient également participer à la stratégie commune des groupes qui luttent contre la marginalisation, l'exclusion et le racisme (mouvements de migrant/e/s, de chômeur/r/se/s, etc.), ainsi que des groupements internationaux (tels qu'ils sont connectés au sein de BUKO). Dans le cas contraire, les intérêts sociaux viendront

encore et toujours contredire les intérêts écologiques. De larges mouvements sociaux peuvent faire bouger les lignes.

Peut-être les mouvements sociaux ne réussiront pas à lancer seuls le processus de transformation tant attendu. Dans l'histoire cependant, des situations ont toujours surgi dans lesquelles apparaissent les fractures ainsi que l'opportunité de changement radical. Dans de tels moments, un mouvement est nécessaire qui soit prêt à prendre les structures capitalistes dans l'instant et ne reste pas bloqué par l'espoir d'une solution politique «venue d'en haut». Il est clair que le protocole de Kyoto et ses successeurs ne conviennent pas à réduire le changement climatique et ses catastrophes quotidiennes. Le sommet de Paris ne peut donc pas être le lieu du changement: en raison des conditions posées et des formes toutes faites de pensée et de langage au sujet du changement climatique, une critique radicale de la situation actuelle sera difficilement articulable. Au-delà des négociations et de l'espoir d'un accord aussi positif que possible, Paris peut être un lieu de rencontre et d'échange, et d'organisation de futures transformations.

Au lieu de loucher sur les négociations à Paris, nous devons encore plus dénoncer les fausses solutions et les propositions qui stabilisent le système (mécanismes de marché, solutions essentiellement technologiques), et discuter au-delà des frontières de chaque mouvement de réelles alternatives.

C'est pour cela qu'il est nécessaire, avant comme après, de briser la perception du changement climatique comme problème environnemental, et clairement l'identifier comme un symptôme du capitalisme. Il ne s'agit pas d'un combat contre le changement climatique par tous les moyens techniques disponibles, mais d'une transformation radicale de l'organisation des conditions de vie et de production, au niveau régional comme au niveau mondial. Ainsi, de même que la lutte contre le changement climatique et les relations sociales à la nature qui y apparaissent, la perspective émancipatrice ne doit pas être traitée comme un thème de seconde zone. Au contraire, on voit ici les contradictions fondamentales de l'ordre social capitaliste et l'urgence d'un profond réarrangement. Et c'est ici que pourrait être le point de départ du changement.

Nous serons content/e/s de recevoir vos réactions, suggestions et critique.  
gesnat@buko.info



*Buko Arbeitsschwerpunkt  
Gesellschaftliche Naturverhältnisse*